La Commune

Grève générale contre Aznar

Etat espagnol

C'est sous le signe de la "grève générale" contre le décret qui remet en cause le droit aux allocations chômage et de la crise du gouvernement Aznar, produit de sa faiblesse originelle face à la lutte des travailleurs et des peuples que s'ouvre une nouvelle étape politique dans l'Etat espagnol. Pour la classe ouvrière une question se pose d'abord, celle de l'unité contre le gouvernement, puisque c'est dans la division que cette grève avait été annoncée, les syndicats nationalistes basques ayant appelé le 19, alors que l'UGT et les CCOO (commissions ouvrières) choisissaient le 20 juin , faisant ainsi le jeu des institutions monarchiques dans l'un des principaux bastions de la classe ouvrière de l'Etat espagnol, érigeant un obstacle à l'unité d'action indispensable à son succès.

13 millions de grévistes

Malgré toutes les divisions et, notamment, celles exercées dans les luttes des secteurs du transport à Madrid et à Barcelone, où les dirigeants avaient mis la sourdine, allant, dans les assemblées générales, jusqu'à interdire de faire la jonction avec la grève du vingt juin, malgré l'éparpillement des luttes, de Cadix, des sidérurgistes de "Aceriales"contre leur fermeture-au Pays Basque, de la grève des infirmières, suspendue aussi,-une majorité de la classe ouvrière a suivi la grève ou participé aux manifestations (-treize millions selon les syndicats U.G.T. et CCOO), lançant un puissant avertissement au gouvernement et l'obligeant à un remaniement ministériel quelques semaines plus tard, avec le limogeage de son ministre du travail.

Aznar a accusé ainsi le coup de la mobilisation unanime contre son décret scélérat et doit renoncer, pour l'instant, à porter d'autres coups aux travailleurs, comme la remise en cause des conventions collectives et du droit de grève ou la poursuite de la privatisation de l'enseignement public, encouragé par ses accords avec le P.S.O.E. sur la nouvelle loi concernant les partis; accord dont il prétend faire maintenant la pierre de touche de la sainte alliance de tous les partis représentés aux Cortés autour de la monarchie.

Le conflit des nationalités s'envenime

En même temps le conflit au Pays Basque et en Catalogne s'envenime, PNV et CIU réclamant de nouvelles compétences en application du statut d'autonomie de 1978, ce qui risque de "dynamiter l'état espagnol " selon l'avis même d'un juriste dans le journal "El Mundo", et ce malgré toute la bonne volonté du PNV, toujours partisan pourtant d'un pacte avec la couronne.

La transition n'en finit donc pas, disloquant et pourrissant tout le dispositif mis en place depuis les pactes de la Moncloa pour étayer la monarchie contre les coups de boutoir de la lutte des classes dont le conflit des nationalités n'est que l'enveloppe, dans les régions renfermant des entités culturelles différenciées, comme la Catalogne, la Galicie ou le Pays Basque. C'est donc bien d'un problème de démocratie qu'il s'agit, celui du droit des peuples à la libre détermination que la Constitution monarchique nie.

La fin du "miracle économique"

C'est dire si les forces centrifuges minent de plus en plus un régime que la classe ouvrière ne supporte plus du fait de la précarisation forcenée qu'elle subit - plus de quatre -vingt dix pour cent des nouveaux contrats sont précaires - et du taux de chômage le plus élevé de l'U.E.-, menaçant de s'aggrandir encore avec la récession qui est en train de faire capoter le "miracle" économique de Aznar , dopé par la bulle économique qui se nourrit essentiellement du pillage des économies des pays d'Amérique du sud comme l'Argentine ou l'Uruguay où sévissent les entreprises et les banques espagnoles.

La crise est maintenant bien installée au sein même des institutions n'en déplaise à ceux qui veulent présenter la monarchie espagnole comme un modèle de démocratie, une "démocratie" qui vient d'interdire un parti politique, Batasuna, qui représente ne serait-ce que sur le plan électoral près de 15% de la population basque.

Franco peut être fier de son dauphin Juan-Carlos Il reste que le régime entre désormais dans de bien grandes turbulences.

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol

« L’irruption d’un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L’Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »

Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »

Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »

Institutions en crise et nationalités

Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »

À l’épreuve du pacte P.P – P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »

Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »